



Défendons Afrin : défendons l'humanité !

Dilar Dirik

29 janvier 2018

Traduit de l'anglais pour le site de Ballast

Afrin ? Une région et une ville du même nom situées au Rojava, au nord-ouest de la Syrie, non loin de la frontière turque — majoritairement kurdes mais également composées d'Arabes, d'Assyriens, de Turkmènes et de Yézidis. L'opération Rameau d'olivier ? Une attaque terrestre et aérienne déclenchée par le gouvernement turc le 20 janvier dernier, aux côtés d'islamistes et de l'Armée syrienne libre — dans l'intention d'abattre les formations que le président Erdoğan tient pour « terroristes » : le Parti de l'union démocratique et ses branches armées, les fameux YPG/J, fers de lance de la révolution confédéraliste en cours. « Nous écraserons quiconque s'oppose à cette lutte nationale », a par ailleurs prévenu celui qu'Emmanuel Macron a récemment reçu à Paris afin « de faire plus ensemble ». Face à ce carnage, c'est un appel à la solidarité et à l'unité des forces de gauche que lance Dilar Dirik, militante du Mouvement des femmes kurdes.



Au moment où j'écris, l'armée turque est engagée dans une invasion transfrontalière illégale de la région d'Afrin, au Kurdistan syrien. Prétendant combattre des « terroristes », l'État turc — candidat à l'entrée dans l'Union européenne, allié de l'Occident et deuxième plus grande armée de l'OTAN — a lancé un acte d'agression contre ceux-là mêmes qui ont imposé le respect au monde en vainquant Daech, grâce à leur sacrifice courageux et leur résistance héroïque. La campagne militaire comprend des troupes de

l'[Armée syrienne libre](#) (ASL) pro-Erdoğan et menace 800 000 civils, dont la moitié sont des déplacés internes ayant trouvé refuge à Afrin depuis les régions d'Idlib ou d'Alep.

L'attaque d'Afrin suit à la lettre le b.a.-ba de l'impérialisme. L'offensive n'aurait pu être engagée sans l'accord de la Russie, qui contrôle l'espace aérien au-dessus d'Afrin, ainsi que le consentement d'Assad et de l'Iran. Selon des responsables à Afrin, la Russie propose de protéger la ville si, en échange, elle se trouve remise sous le contrôle du régime d'Assad : l'offre ayant été rejetée, la Russie a donné son feu vert à l'invasion par la Turquie. Dans le même temps, les États-Unis — qui, ces dernières années, se sont servis, lorsque cela leur était utile, des Kurdes comme d'une force fiable sur le terrain syrien lors de la coalition internationale contre Daech — restent silencieux quant à l'ambition de leur allié de l'OTAN de sacrifier les héros de la guerre contre Daech ; ils conseillent seulement à la Turquie d'« *éviter les victimes civiles* ». Les gouvernements européens, en particulier l'Allemagne, ont leurs propres intérêts en jeu : l'armée turque utilise des armes et des blindés essentiellement européens ; des armes qui sont aujourd'hui dans la main de fascistes et poussent hors de leur foyer des millions de gens, qui risquent la mort pour devenir des réfugiés en Europe.

Après 7 ans de guerre, la Syrie est détruite. Daech est venu, a tué, puis est reparti ; des génocides et des massacres ont été commis ; la démographie et l'écologie de la région ont changé ; Assad semble devoir rester pour de bon. Les exigences légitimes des Syriens qui descendirent dans la rue et risquèrent leur vie pour la dignité, la liberté et la justice contre le régime d'Assad furent profondément trahies. Pendant ce temps, les puissants acteurs étatiques de la région, et au-delà, semblent avoir bouclé la boucle —

alors que plus d'un demi-million de personnes sont mortes et que près de 6 millions ont été déplacées. Les militants disent que la Troisième Guerre mondiale est en train d'avoir lieu dans la région. C'est dans ce contexte que la Turquie lance son offensive sur Afrin, qui excède de loin l'hostilité historique de l'État turc contre le peuple kurde. Cette bataille symbolise les deux options auxquelles se trouvent confrontés les peuples et les communautés du Moyen-Orient : le militarisme, le patriarcat, le fascisme et la dictature, d'un côté, contrôlés par des intérêts et des capitaux impérialistes étrangers ; la solidarité entre des communautés autonomes, autodéterminées, libres et égales, de l'autre. La défense d'Afrin est une opportunité pour la gauche de s'unir contre le fascisme et de se mobiliser contre le militarisme, l'occupation et la guerre.



□Rebelles de l'Armée syrienne libre occupant Afrin, 2018 (TNS)□

Ce qui est en jeu

Les États connus pour avoir soutenu des forces djihadistes en Syrie — songeons à la Turquie, à l'Arabie saoudite et au Qatar — n'en ont pas moins intégré une [coalition anti-Daech](#) pourtant menée par les puissances [*occidentales*] qui, ayant [envahi](#) le Moyen-Orient (et commis des crimes de guerre au nom de la « [guerre contre le terrorisme](#) »), ont posé les bases sur lesquelles Daech allait croître. Autant de forces nationales qui incarnent de façon systémique le capitalisme, l'étatisme autoritaire, le fondamentalisme



religieux et, dans certains cas, le fascisme le plus pur ; autant de forces soi-disant chargées d'instaurer la démocratie et la paix ! À mesure que Daech occupait l'attention de la communauté internationale, le problème initial posé par le régime dictatorial et sanglant d'Assad était mis de côté, de même que toute idée d'une paix durable et juste en Syrie. Avec l'entrée de la Russie sur le théâtre des opérations syrien et le rôle joué par l'Iran, le faux binôme de l'animosité sunnites/chiites — raccourci couramment utilisé pour entraver toute solution juste au Moyen-Orient — s'en est vu renforcé. Par-delà les conflits d'intérêts des puissances engagées, leur pratique commune a été de supprimer la moindre dissension significative, la moindre résistance émanant de la base, le moindre projet d'alternatives démocratiques authentiques — conduisant à la mobilisation d'idéologies fascistes et sectaires, pour lesquelles les gens étaient prêts à tuer et mourir.

« Malheureusement, les espaces sectaires et dogmatiques de la gauche internationale ont été incapables de voir clair dans ces politiques d'émancipation, et d'agir en conséquence. »

Toutes les tentatives d'autodétermination et d'autodéfense contre le colonialisme et l'exploitation capitaliste doivent, dès lors, être annihilées pour que cet engrenage fonctionne. On comprend mieux les campagnes de presse hostiles à l'encontre de la révolution de libération menée au Rojava — et plus particulièrement la tentative, par de grandes puissances comme les États-Unis, d'utiliser militairement le Rojava et de vider sa politique de ses principes révolutionnaires. Tirant avantage des contradictions émergeant au sein des jeux de pouvoir, les Kurdes n'ont eu de cesse d'être d'accusés d'être les **marionnettes de l'impérialisme**. Ils ont pourtant tenté de demeurer au plus près de leurs idéaux révolutionnaires, bien qu'attaqués de toutes parts et pris dans des alliances tactiques avec certains acteurs : s'échiner à établir des systèmes démocratiques radicaux d'auto-gouvernement (tout en défendant la vie de millions de gens menacés par les fascistes de Daech). Malheureusement, les espaces sectaires et dogmatiques de la gauche internationale ont été incapables de voir clair dans ces politiques d'émancipation, et d'agir en conséquence, permettant ainsi à l'impérialisme d'avancer en refusant de soutenir les Kurdes au moment où cela leur était vital. Il n'est pas trop tard pour corriger cette faute.

Résistance ou fascisme

Quelques mois seulement après que l'**Unité de protection de la femme** (YPJ) a annoncé la libération de la capitale de Daech, **Raqqqa**, où des milliers de femmes avaient été réduites



en esclavage durant des années, de purs fondamentalistes sous le commandement d'Erdoğan scandent à présent des slogans fanatiques, accompagnés d'étranges rituels guerriers folkloriques, lors de leur passage en Syrie. Les sections nationalistes laïques du spectre politique turc, qui se définissent comme « modernes », ont également salué l'opération [*Rameau d'olivier*] par quelque glorification du militarisme fascisant. Bien que les groupes djihadistes comme Daech et autres succursales d'Al-Qaïda aient décapité, crucifié, bien qu'ils aient violé en groupe et qu'ils aient brûlé vifs des innocents pendant des années à la frontière syro-turque, l'administration Erdoğan ne semblait alors pas préoccupée par ce « terrorisme à ses frontières ». Les efforts pour mettre en lumière le soutien militaire, logistique et politique turc de Daech n'ont jamais été entendus, même lorsque Erdoğan eut de la peine à contenir son excitation face à la chute possible de la ville syro-kurde de [Kobané](#) dans les mains de Daech, en 2014.



□Erdoğan (DR)□

Une fois de plus, il semble clair que les expériences d'émancipation des femmes et de démocratie multiethnique par la base, qui ont commencé avec la révolution du Rojava en 2012, constituent une bien plus grande menace envers les intérêts turcs que n'importe quelle force de violeurs meurtriers. En d'autres termes, l'État turc sous Erdoğan essaie d'achever ce que Daech n'a pas réussi à faire : anéantir les aspirations légitimes à l'auto-détermination du peuple kurde et, avec elles, la possibilité d'une alternative au Moyen-Orient fondée sur la solidarité, la justice et la liberté. Après une



demi-semaine de l'opération spectaculairement baptisée « Rameau d'olivier », l'État turc a déjà commis des massacres de civils. Dans les médias turcs, cette violation du droit international est désignée comme une guerre pour « la démocratie, la fraternité et la paix ». Le double langage de la « guerre au terrorisme » initié par l'administration Bush aux États-Unis est utilisé pour tromper la société turque et le monde, en suggérant que cette opération est nécessaire à la protection des citoyens turcs contre des attaques « terroristes » et à la défense de la souveraineté nationale...

« L'État turc sous Erdoğan essaie d'achever ce que Daech n'a pas réussi à faire : anéantir les aspirations légitimes à l'autodétermination du peuple kurde. »

En réalité, l'invasion est conduite par l'État même qui a emprisonné des enfants, des activistes locaux, des parlementaires et des maires légalement élus, des journalistes, des avocats, des enseignants, des ambassadeurs de la paix, des activistes des droits humains, des défenseurs des droits de la femme et des universitaires qui réclamaient la paix, et non la guerre. Les faits sont déformés, le droit international est suspendu. Un véritable crime, historique, est en train d'être perpétré sous les yeux du monde entier.

Côte à côte avec Afrin

Le proverbe kurde « Nous n'avons d'amis que les montagnes » est souvent répété dès qu'il est question des massacres innombrables, des injustices et des trahisons dont le peuple du Kurdistan a fait l'expérience à travers son histoire. Sur quatre des plus importants pays du Moyen-Orient — la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie —, le Kurdistan est constamment menacé par des attaques génocidaires de tous côtés. Ce dicton résonne avec l'expérience vécue plus qu'elle ne le devrait. On saisit mieux pourquoi les Kurdes — ou n'importe qui, placé dans la même situation — ne peuvent faire confiance à l'État pour soutenir leurs désirs de paix et de justice. La coopération tactique récente avec la Russie et les États-Unis en Syrie s'est révélée pour ce qu'elle est au travers des derniers assauts turcs : rien de plus que des jeux de pouvoir impérialistes avec ces deux superpuissances, connues pour leur volonté de sacrifier les vies de millions de civils afin de sauvegarder de plus amples intérêts géopolitiques. Le mouvement de libération kurde a agi en connaissance de cause ; c'est précisément pourquoi, le jour de la trahison advenue, ses structures autonomes fondées sur l'autogestion ne disparaissent pas mais triomphent. La population d'Afrin, forte de la conscience et de l'expérience de l'autogestion acquises depuis des années, est aujourd'hui prête à se défendre contre n'importe quelle attaque et n'importe quelle occupation.



□Rojava (DR)□

Il est maintenant clair que les peuples du Moyen-Orient ne peuvent compter que sur leurs propres efforts et leurs propres forces afin de mobiliser la puissance populaire, la solidarité et la fraternité internationales. Partout dans le monde, les activistes kurdes ont occupé une fois de plus les rues pour protester contre la guerre internationale qui attende à leur lutte pour la liberté. Le soulèvement massif, long de plusieurs mois, à travers le Kurdistan et au-delà a joué un rôle décisif dans la victoire finale de Kobané en janvier 2015. Les revendications des manifestations de solidarité actuelles ne portent pas que sur la fin des attaques militaires ; elles appellent aussi à la fin du commerce des armes avec la Turquie et au démarrage d'un véritable processus du paix, à la fois en Turquie et en Syrie. Dans l'esprit de Kobané, il est aujourd'hui crucial de mobiliser la solidarité de façon massive et rapide pour Afrin. On ne peut jamais se fier aux États pour prendre la tête de la lutte pour la justice. Les gens ordinaires, les opprimés, les résistants, les amoureux de la liberté et les communautés du monde doivent être des camarades. Exactement comme des centaines de milliers de personnes en Argentine, en Afghanistan ou en Afrique du Sud se sont jointes à nos manifestations, à nos *sit-ins* et à nos actions en 2014 afin de défendre Kobané du fascisme de Daech. Le mouvement de libération kurde et toutes les forces progressistes en Syrie — et au Moyen-Orient en général — dépendent de la puissance de la solidarité internationale en cette heure historique.



On peut voir dans la bataille d'Afrin les dimensions universelles des luttes populaires contre le fascisme, la dictature et la mort — celles, aussi, pour la démocratie, la liberté et la justice. Le futur d'Afrin symbolise le destin d'une région qu'on a privée d'une vie digne depuis trop longtemps. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'Afrin incarne actuellement la défense de l'humanité. Voilà à quoi la guerre contre le fascisme au XXI^e siècle ressemble, en Mésopotamie. Nous devons nous tenir aux côtés d'Afrin pour la défendre contre le fascisme.

¡ No pasarán!

Texte traduit de l'anglais, pour Ballast, par Jean Ganesh et Patrick Zech, avec l'aimable autorisation de l'auteure | « A call for solidarity: defend Afrin — defend humanity! », ROAR, 24 janvier 2018
